

## **RIPESS EU - Contribution to the European's commission Social Economy Action Plan**

RIPESS EU – Solidarity Economy Europe is the network that promotes SSE in Europe (part of the RIPESS Intercontinental network) and has members in 21 countries, national, sectoral and inter-sectoral networks. It aims to share practices, inter-cooperate and engage in joint actions that can promote and enhance the visibility of the Solidarity Economy movement and contribute to legal frameworks and public policies.

RIPESS Europe welcomes the EC's initiative for an Action plan, in line with the most recent developments, such as the Toledo declaration on Social and Solidarity Economy (December 2020) and the European Pillar of Social Rights.

Here are some proposals for the Action Plan:

- 1) The Action Plan should address more directly the Social Solidarity Economy (SSE) as a vector for positive social and ecological change and just transition, beyond the economic growth paradigm.
- 2) The Action Plan should address the measurement and statistics on social utility and the promotion of wellbeing indicators instead of the outdated and misleading GNP. The A.P. should also help spread know-how and practice of social balance tools.
- 3) The Action Plan should promote forms of collective benefit and commoning: recognizing the value of collectively owned or managed assets, resources and means, and encourage their establishment through non market legal measures, such as community cooperatives, community land trusts, cooperative digital platforms and similar mutualistic non profit forms of shared use.
- 4) The Action Plan should allow to increase the inclusion of SSE in public procurement, for fair, safe, healthy and environmentally sound parameters to have priority on purely economic indicators and not be subject to market and competition regulations of the for profit sector.
- 5) The Action Plan should promote the European-wide recognition and framework norms on SSE enterprises and networks / ecosystems, including and beyond cooperatives, self employment and other collective forms. There is the need of a European common definition of "for benefit" or "limited profit" enterprise, with clear indications of how it distributes and uses earnings (which would make a clear distinction with for profit social businesses, who redistribute profits to their investors / owners).
- 6) As stated in the 2020 "A strong social Europe for just transition" Commission's communication, "the time has come to adjust and guarantee social protection in the new world of work and adapt tax rules to ensure that everyone contributes their fair share". The Action Plan should allow to ensure and extend social protection coverage and guarantee systems that make it possible not to depend on the private, for profit financial market, but to build on mutualistic and cooperative forms, with public support and fair taxation.
- 6) The Action Plan should promote international cooperation among SSE actors in different continents, with programmes and financial support for exchanges and knowledge sharing – and support public policies for SSE that will strengthen real

transformative potentials through SSE in local communities for just recovery during and after the COVID-19 crises.

7) The Action plan should encourage youth initiatives for SSE, education, training and peer exchanges to spread the values, ethics, practices and knowledge of SSE. It should help ensure trainings, skill development and educational programs for SSE organisations, so that they can get capacity to operate in recovery period with a main focus on social mission, democratic management and solidarity initiatives at the local, EU and global levels.

8) The Action Plan should recognise the SSE as a key player for urban regeneration, social innovation, circular and ecological economy, nature-based solutions, sustainable agricultural policies, climate positive solutions, social inclusion, peace building, gender equality and active citizen participation. It should strongly support fair trade, ethical finance, renewable energy communities, cooperative housing, community land trusts, social currencies, agroecological production and other forms and models of SSE enterprises, while discouraging extractive, polluting, energy and resource intensive practices, with clear targets and incentives.

9) Cultural rights and cultural cooperation are fundamental for the spreading of SSE, territorial and intercultural cooperation and the promotion of open knowledge sharing and cultural commons. The Action Plan implementation should ensure multilingual and multicultural expressions and promote a common yet plural understanding of SSE across Europe, as well as research focused on social solidarity economy ecosystems and enterprises.

10) The EU Commission should have an agency dedicated to SSE and promote a structured interaction between the SSE community and all the other key stakeholders, starting with local and regional governments and institutions committed to the promotion of SSE ecosystems.

RIPESS EU - Solidarity Economy Europe est le réseau qui promeut l'ESS en Europe (il fait partie du réseau intercontinental RIPESS) et compte des membres dans 21 pays, des réseaux nationaux, sectoriels et intersectoriels. Il vise à partager les pratiques, à inter-coopérer et à s'engager dans des actions communes qui peuvent promouvoir et améliorer la visibilité du mouvement de l'économie solidaire et contribuer aux cadres légaux et aux politiques publiques.

RIPESS Europe se félicite de l'initiative de la CE pour un plan d'action, en ligne avec les développements les plus récents, tels que la déclaration de Tolède sur l'économie sociale et solidaire (décembre 2020) et le pilier européen des droits sociaux.

Voici quelques propositions pour le plan d'action :

1) Le plan d'action devrait s'intéresser plus directement l'économie sociale et solidaire (ESS) en tant que vecteur de changement social et écologique positif et de transition juste, au-delà du paradigme de la croissance économique.

2) Le plan d'action devrait s'intéresser à la mesure et aux statistiques de l'utilité sociale et à la promotion d'indicateurs de bien-être au lieu du PNB, dépassé et trompeur. Il devrait également contribuer à diffuser le savoir-faire et la pratique des outils du bilansocial.

3) Le plan d'action doit promouvoir des formes de bénéfice collectif et de mise en commun : reconnaître la valeur des actifs, des ressources et des moyens détenus ou gérés collectivement, et encourager leur mise en place par le biais de mesures juridiques non commerciales, telles que les coopératives communautaires, les trusts fonciers communautaires, les plateformes numériques coopératives et d'autres formes similaires d'utilisation partagée à but non lucratif.

4) Le plan d'action devrait permettre d'accroître l'inclusion de l'ESS dans les marchés publics, pour que des paramètres équitables, sûrs, sains et respectueux de l'environnement aient la priorité sur les indicateurs purement économiques et ne soient pas soumis aux réglementations du marché et de la concurrence du secteur à but lucratif.

5) Le plan d'action devrait promouvoir la reconnaissance à l'échelle européenne des réglementations sur les entreprises et les réseaux / écosystèmes de l'ESS, y compris et au-delà des coopératives, du travail indépendant et d'autres formes collectives. Il est nécessaire d'établir une définition européenne commune de l'entreprise "à but lucratif" ou "à profit limité", avec des indications claires sur la manière dont elle distribue et utilise les bénéfices (ce qui permettrait de faire une distinction claire avec les entreprises sociales à but lucratif, qui redistribuent les bénéfices à leurs investisseurs/propriétaires).

6) Comme indiqué dans la communication de la Commission de 2020 "Une Europe sociale forte pour une transition juste", "le moment est venu d'ajuster et de garantir la protection sociale dans le nouveau monde du travail et d'adapter les règles fiscales pour que chacun apporte sa juste contribution". Le plan d'action devrait permettre d'assurer et d'étendre la couverture de la protection sociale et les systèmes de garantie qui permettent de ne pas dépendre du marché financier privé à but lucratif, mais de s'appuyer sur des formes mutualistes et coopératives, avec un soutien public et une fiscalité équitable.

6) Le plan d'action devrait promouvoir la coopération internationale entre les acteurs de l'ESS dans les différents continents, avec des programmes et un soutien financier pour les échanges et le partage des connaissances - et soutenir les politiques publiques pour l'ESS qui renforceront les potentiels réels de transformation par l'ESS dans les communautés locales pour un rétablissement juste pendant et après les crises du COVID-19.

7) Le plan d'action devrait encourager les initiatives des jeunes en faveur de l'ESS, l'éducation, la formation et les échanges entre pairs pour diffuser les valeurs, l'éthique, les pratiques et les connaissances de l'ESS. Il devrait contribuer à assurer des formations, le développement de compétences et des programmes éducatifs pour les organisations d'ESS, afin qu'elles puissent acquérir la capacité d'opérer en période de reprise en se concentrant principalement sur la mission sociale, la gestion démocratique et les initiatives de solidarité aux niveaux local, européen et mondial.

8) Le plan d'action devrait reconnaître l'ESS comme un acteur clé de la régénération urbaine, de l'innovation sociale, de l'économie circulaire et écologique, des solutions basées sur la nature, des politiques agricoles durables, des solutions positives pour le climat, de l'inclusion sociale, de la construction de la paix, de l'égalité des sexes et de la participation active des citoyens. Il devrait soutenir fortement le commerce équitable, la finance éthique, les communautés d'énergie renouvelable, le logement coopératif, les trusts fonciers communautaires, les monnaies sociales, la production agroécologique et d'autres formes et modèles d'entreprises de l'ESS, tout en décourageant les pratiques extractives, polluantes, gourmandes en énergie et en ressources, avec des objectifs et des incitations clairs.

9) Les droits culturels et la coopération culturelle sont fondamentaux pour la diffusion de l'ESS, la coopération territoriale et interculturelle et la promotion du partage ouvert des connaissances et des biens communs culturels. La mise en œuvre du plan d'action devrait garantir des expressions multilingues et multiculturelles et promouvoir une compréhension commune mais plurielle de l'ESS à travers l'Europe, ainsi que la recherche axée sur les écosystèmes et les entreprises de l'économie sociale et solidaire.

10) La Commission européenne devrait disposer d'une agence dédiée à l'ESS et promouvoir une interaction structurée entre la communauté de l'ESS et toutes les autres parties prenantes, à commencer par les collectivités locales et régionales et les institutions engagées dans la promotion des écosystèmes de l'ESS.

RIPESS EU - Solidarity Economy Europe es la red que promueve la ESS en Europa (es parte de la red intercontinental RIPESS) y cuenta con miembros en 21 países, redes nacionales, sectoriales e intersectoriales. Su objetivo es compartir prácticas, intercooperar y emprender acciones conjuntas que puedan promover y mejorar la visibilidad del movimiento de la Economía Solidaria y contribuir a los marcos legales y a las políticas públicas.

RIPESS Europa acoge la iniciativa de la CE de un Plan de Acción, en línea con los desarrollos más recientes, como la declaración de Toledo sobre la Economía Social y Solidaria (diciembre de 2020) y el Pilar Europeo de Derechos Sociales.

He aquí algunas propuestas para el Plan de Acción:

- 1) El Plan de Acción debería abordar más directamente la Economía Social y Solidaria (ESS) como vector de cambio social y ecológico positivo y de transición justa, más allá del paradigma del crecimiento económico.
- 2) El Plan de Acción debería abordar la medición y las estadísticas sobre la utilidad social y la promoción de indicadores de bienestar en lugar del anticuado y engañoso PIB. También debería ayudar a difundir los conocimientos y la práctica de las herramientas de I balance social.
- 3) El Plan de Acción debería promover formas de beneficio colectivo y puesta en común: reconocer el valor de los activos, recursos y medios de propiedad o gestión colectiva, y fomentar su establecimiento a través de medidas legales no mercantiles, como las cooperativas comunitarias, los community land trusts, las plataformas digitales cooperativas y otras formas similares de uso compartido sin ánimo de lucro.
- 4) El Plan de Acción debería permitir aumentar la inclusión de la ESS en la contratación pública, para que los parámetros justos, seguros, saludables y respetuosos con el medio ambiente tengan prioridad sobre los indicadores puramente económicos y no estén sujetos a las regulaciones de mercado y competencia del sector a fines de lucro.
- 5) El Plan de Acción debe promover el reconocimiento y las normas marco a nivel europeo sobre las empresas y redes/ecosistemas de la ESS, incluyendo y más allá de las cooperativas, el autoempleo y otras formas colectivas. Es necesaria una definición común europea de empresa "con fines de lucro" o "de beneficio limitado", con indicaciones claras de cómo distribuye y utiliza los beneficios (lo que establecería una clara distinción con las empresas sociales con fines de lucro, que redistribuyen los beneficios a sus inversores / propietarios).
- 6) Como se afirma en la comunicación de la Comisión de 2020 "Una Europa social fuerte para una transición justa", "ha llegado el momento de ajustar y garantizar la protección social en el nuevo mundo del trabajo y de adaptar las normas fiscales para garantizar que todos contribuyan en su justa medida". El Plan de Acción debe permitir asegurar y ampliar la cobertura de la protección social y garantizar sistemas que permitan no depender del mercado financiero privado y lucrativo, sino construir sobre formas mutualistas y cooperativas, con apoyo público y una fiscalidad justa.

6) El Plan de Acción debe promover la cooperación internacional entre los actores de la ESS en diferentes continentes, con programas y apoyo financiero para los intercambios y el intercambio de conocimientos - y apoyar las políticas públicas para la ESS que fortalezcan los potenciales transformadores reales a través de la ESS en las comunidades locales para la recuperación justa durante y después de las crisis COVID-19.

7) El plan de Acción debería fomentar las iniciativas de los jóvenes para la ESS, la educación, la formación y los intercambios entre pares para difundir los valores, la ética, las prácticas y los conocimientos de la ESS. Debería ayudar a garantizar la formación, el desarrollo de habilidades y los programas educativos para las organizaciones de la ESS, para que puedan obtener la capacidad de operar en el período de recuperación con un enfoque principal en la misión social, la gestión democrática y las iniciativas de solidaridad a nivel local, de la UE y a nivel mundial.

8) El Plan de Acción debe reconocer a la ESS como un actor clave para la regeneración urbana, la innovación social, la economía circular y ecológica, las soluciones basadas en la naturaleza, las políticas agrícolas sostenibles, las soluciones climáticas positivas, la inclusión social, la construcción de la paz, la igualdad de género y la participación ciudadana activa. Debe apoyar firmemente el comercio justo, las finanzas éticas, las comunidades de energía renovable, la vivienda cooperativa, los community land trusts, las monedas sociales, la producción agroecológica y otras formas y modelos de empresas de ESS, al tiempo que desalienta las prácticas extractivas, contaminantes, energéticas y de uso intensivo de recursos, con objetivos e incentivos claros.

9) Los derechos culturales y la cooperación cultural son fundamentales para la difusión de la ESS, la cooperación territorial e intercultural y la promoción del intercambio de conocimientos abiertos y los bienes culturales comunes. La aplicación del Plan de Acción debería garantizar expresiones multilingües y multiculturales y promover una comprensión común pero plural de la ESS en toda Europa, así como la investigación centrada en los ecosistemas y las empresas de la economía social y solidaria.

10) La Comisión de la UE debería contar con una agencia dedicada a la ESS y promover una interacción estructurada entre la comunidad de la ESS y todas las demás partes interesadas clave, empezando por los gobiernos locales y regionales y las instituciones comprometidas con la promoción de los ecosistemas de la ESS.